



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

is, le 30 septembre 2002



Séminaire: La peur du nucléaire (EAO4)

Division : D (Marine)

BP 46 00445 ARMEES

Exposé n°03

☎ : 01 44 42  
☎ PNA : 821 753  
Fax : 01 44 42

HISTOIRE DES RISQUES DE  
GUERRE NUCLEAIRE ENTRE  
L'INDE ET LE PAKISTAN DEPUIS  
1998  
UN RISQUE REEL

Par :

LCL JAYSWAL (Indes)  
LCL VANDENDORPE

---

Destinataire (s) : Madame LABBE Marie-Hélène  
CF WEBER

Copie(s) extérieure(s) : Néant

Copie(s) intérieure(s) : Secrétaire de groupe

## SOMMAIRE

SYNTHESE	3
INTRODUCTION	4
1. CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES CRISES ENTRE L'INDE ET LE PAKISTAN	4
1.1. AVANT 1998	4
1.2. APRES 1998	5
2. ROLE DES PERCEPTIONS ET DES ERREURS DE PERCEPTION	7
2.1. LES POTENTIELS NUCLEAIRES	7
2.1.1. Capacité en têtes nucléaires	7
2.1.2. Capacité en lanceurs	7
2.2. LES PERCEPTIONS	7
2.2.1. Une doctrine nucléaire indienne	7
2.2.2. Une relation du «faible au fort » sous contrôle des militaires pakistanais.	7
2.3. LES ERREURS DE PERCEPTIONS	8
2.3.1. Des politiques de défense opposées	8
2.3.2. Faiblesse des systèmes C3I pakistanais	8
2.3.3. Proximité géographique	9
2.3.4. L'emploi du nucléaire au plus bas niveau de responsabilité	9
2.3.5. Sécurité de la bombe nucléaire pakistanaise	9
2.4. ROLE DES ETATS-UNIS ET D'AUTRES ETATS DANS LA REGION	9
2.4.1. Pakistan, partenaire stratégique	10
2.4.2. Le rôle médiateur américain	10
CONCLUSION	11
ANNEXE	12
BIBLIOGRAPHIE ET SITE INTERNET	21

## **SYNTHESE**

Le fait nucléaire entre l'Inde et le Pakistan constitue depuis 1998 un facteur de menace très important pour la région et l'ensemble de la sphère asiatique.

Cependant, c'est un fait, depuis les essais de mai 1998, aucune crise ne s'est transformée en conflit majeur pouvant entraîner l'utilisation des armes nucléaires grâce au rôle médiateur des Etats-Unis et de l'organisation des nations unies.

La stabilisation de la relation indo-pakistanaise reste un enjeu critique, non seulement pour les deux pays mais aussi à l'échelle globale. Les deux pays étant dotés d'une capacité nucléaire et d'arsenaux balistiques capables d'atteindre le territoire adverse en quelques minutes, l'Asie du sud apparaît en effet comme la zone où se trouve testée, en grandeur réelle, la capacité de la puissance nucléaire et balistique à prévenir le dérapage des conflits vers les formes les plus extrêmes.

Les craintes d'une attaque nucléaire par accident n'est pas à exclure dans le rapport de forces entre l'Inde et le Pakistan. La peur du nucléaire liée à l'emploi de l'arme reste avérée et résulte de plusieurs facteurs :

- politique :
  - défaillance du pouvoir politique pakistanais face aux services secrets et militaires pro-islamistes et proche des réseaux terroristes susceptibles de provoquer l'Inde;
  - emploi de l'arme nucléaire pakistanaise en premier face à la menace conventionnelle indienne ;
  - défaillance de communication entre les hauts responsables pakistanais et indiens.
  
- politico-militaire :
  - défaillance de la chaîne de commandement, de contrôle et d'information pakistanaise en particulier qui pénalise la diffusion de l'information vers les hauts responsables et limite éventuellement la décision de l'emploi du nucléaire à un bas niveau de responsabilité militaire.
  
- temps :
  - proximité géographique de chaque partie qui réduit considérablement les temps de vol des missiles ou aéronef portant la bombe nucléaire et donc réduit les délais d'analyse à l'emploi du nucléaire.

Les événements liés aux attentats du 11 septembre 2001 et l'intervention des Etats-Unis en Afghanistan pour lutter contre le terrorisme, soutenu par le Pakistan, peuvent permettre, à terme, une stabilisation géostratégique vital au niveau régional.

## **INTRODUCTION**

Depuis 1999, les tensions au Cachemire accentuent les préoccupations de la communauté internationale tant les conséquences d'une escalade du conflit de l'Inde et le Pakistan, qui disposent tous deux de la capacité nucléaire, pourraient être dévastatrices.

L'affrontement de basse intensité entre les états de part et d'autre de la ligne de contrôle du Cachemire, les délais d'alerte extrêmement courts, créent un risque de rapide montée aux extrêmes par accident ou par tentation d'une frappe préventive. L'incertitude sur les doctrines d'emploi et les chaînes de commandement contribue également à l'instabilité de la relation indo-pakistanaise.

Par ailleurs, Le rôle du Pakistan, un pays où le contrôle civil des forces armées, en particulier dans un contexte nucléaire, est devenu inexistant depuis la prise de pouvoir du général Musharraf (qui a montré qu'il pouvait prendre des décisions irresponsables et à haut risque), et où l'armée est de plus en plus gagnée par l'idéologie islamiste, est un facteur aggravant pour la stabilisation géostratégique de la région.

Dans un premier temps, présentons la chronologie des principales crises depuis 1988 à partir des sources US, indiennes et pakistanaise.

Dans un deuxième temps, étudions le rôle des perceptions et des erreurs de perceptions lors de ces différentes crises qui auraient pu aboutir à l'escalade nucléaire.

Enfin nous verrons le rôle des américains qui joue sur un double registre depuis le 11.09.01 :

- le rôle historique du Pakistan dans la géostratégie américaine (durant la guerre de l'Afghanistan face à l'union soviétique et durant la guerre contre Al Qaida plus récemment) ;
- la lutte contre le terrorisme (rapprochement avec l'Inde face aux attentats perpétrés par les groupes terroristes, nécessité de maintenir le Pakistan dans la sphère géopolitique des Etats-Unis)

## **1. Chronologie des principales crises entre l'Inde et le Pakistan**

### **1.1. Avant 1998**

1947

L'Inde britannique s'émancipe de la domination coloniale et donne naissance à deux Etats: l'Inde majoritairement hindoue et le Pakistan musulman. Les violences de la partition font des centaines de milliers de morts.

1947/48

Une première guerre indo-pakistanaise éclate à l'automne 1947 à propos du Cachemire où une dynastie hindoue régnait sur une majorité musulmane. Elle s'achève le 1er janvier 1949 par un cessez-le-feu sous l'égide de l'ONU, qui divise le Cachemire en deux parties, un tiers au Pakistan, l'Azad-Kashmir, et deux tiers à l'Inde, l'Etat du Jammu-et-Cachemire. Des résolutions de l'ONU prévoient un référendum d'autodétermination, qui n'aura pas lieu. Le Cachemire reste à ce jour la principale pomme de discorde entre les deux pays.

1965

Deuxième guerre indo-pakistanaise à propos du Cachemire. Médiation soviétique qui débouche sur un cessez-le-feu.

1971

Troisième guerre qui aboutit à la scission du Pakistan et à la création du Bangladesh.

1974

L'Inde fait exploser un engin nucléaire. Le Pakistan engagera lui aussi un programme nucléaire.

1987

Prépositionnement de militaires pakistanais à leur frontière lors d'un exercice militaire indien.

1988

L'Inde et le Pakistan signent un accord prévoyant qu'ils n'attaqueront pas leurs installations nucléaires respectives.

1989

Des séparatistes musulmans engagent une insurrection armée au Cachemire. New Delhi affirme que le Pakistan apporte son soutien à la rébellion. Islamabad dément. La guérilla a fait depuis plus de 25.000 morts au Cachemire indien.

Janvier 1990

Ultimatum des politiques indiens au président pakistanais à cause de la tension au cachemire.

Mise en alerte des forces aériennes indiennes pour éventuellement intercepter un avion militaire pakistanais équipé de la bombe nucléaire.

Accélération du programme nucléaire militaire indien puisque l'Inde démarre la production d'uranium enrichi en 1992.

1990

Observation par les américains (avec une certaine indulgence en raison du rôle jouait alors par le Pakistan face à l'invasion de l'Afghanistan par l'union soviétique) d'un convoi nucléaire entre l'usine nucléaire civile de KAHUTA vers une base de l'armée de l'air pakistanaise doté de F16 récemment acheté aux américains.

Mai 1990

Visite de Robert Gates à Islamabad pour trouver une solution diplomatique entre l'Inde et le Pakistan.

## **1.2. Après 1998**

11-13 mai 1998

L'Inde effectue cinq tests nucléaires.

28-30 mai 1998

Le Pakistan réplique avec six essais nucléaires.

Février 1999

Déclaration de Lahore (amélioration des relations entre l'Indes et le Pakistan).

09 mai 1999

Début de la crise au KARGIL (Cachemire Inde), montée en puissance des forces nucléaires pakistanaise (voir article du Washington Post dans en annexe).

Août 1999 :

L'Inde publie un projet de doctrine nucléaire dans lequel elle affirme qu'elle ne prendra pas l'initiative d'une frappe nucléaire.

Mars 2000

Visite du président Clinton (signature conjointe du Vision Statement, qui confère une dimension nouvelle aux relations indo- américaines)

Juillet 2001

Sommet d'Agra : une tentative de rapprochement sans accord.

Octobre 2001

Interrogations américaines quant à la fermeté du contrôle du gouvernement pakistanais sur son arsenal nucléaire (objet de tentatives de saisie, soit par des mouvements religieux extrémistes, soit par des éléments dissidents de l'armée.

01 octobre 2001

Le parlement indien au Cachemire a été attaqué par des terroristes.

13 décembre 2001

Attentat au parlement national à New Delhi. Le Pakistan s'est vu alors accusé de complicité dans le terrorisme frontalier.

L'Inde déploie plusieurs centaines de milliers d'homme sur sa frontière occidentale en réaction des attentats perpétrés à Srinagar et à Delhi.

2002

Déploiement massif de troupes pakistanaises et indiennes tout le long de la frontière suite aux attentats de décembre 2001.

Mai 2002

Intensification des combats sur la ligne de contrôle suite à l'opération suicide au Jammu, la capitale de l'état du Jammu et du Cachemire.

27 mai 2002

Discours du président Musharraf mêlant assurance de paix et grande fermeté vis à vis de New Delhi.

03 juin 2002

Sommet d'Almaty (non-utilisation de l'arme nucléaire dans le cadre du conflit au Cachemire sous la pression russe).

## **2. Rôle des perceptions et des erreurs de perception**

Analysons dans un premier temps le potentiel nucléaire respectivement de l'Inde et du Pakistan. Dans un deuxième temps, étudions les perceptions de chaque partie et les erreurs de perceptions liées notamment à l'extrême promiscuité géographique, des défaillances techniques et de la sécurité des installations nucléaires des deux pays. Ainsi, nous pourrions estimer le risque d'un conflit nucléaire entre l'Inde et le Pakistan.

### **2.1. Les potentiels nucléaires**

#### **2.1.1. Capacité en têtes nucléaires**

Les réacteurs de production de plutonium de l'Inde et du Pakistan fonctionnent en moyenne entre 60-80% de leur pleine capacité. Compte tenu du nombre de réacteurs mis en œuvre par les deux pays, nous pouvons estimer respectivement à 100 le nombre de têtes nucléaires disponibles par l'Inde et 40 à 50 le nombre de têtes nucléaires disponibles par le Pakistan. Le rendement des armes nucléaires pakistanaises reste cependant discutable.

#### **2.1.2. Capacité en lanceurs**

L'Inde et le Pakistan disposent d'escadrons d'avions de bombardement susceptibles de transporter et de larguer une bombe nucléaire au-dessus du territoire adverse. Ils disposent également de missiles balistiques de capacité similaire capables de porter le feu nucléaire sur l'ensemble des villes principales ennemies.

### **2.2. Les perceptions**

#### **2.2.1. Une doctrine nucléaire indienne**

En août 99, l'Inde publie un projet de doctrine nucléaire dans lequel elle affirme qu'elle ne prendra pas l'initiative d'une frappe nucléaire. Ce projet évoque les conditions de mise en œuvre de directives politiques liées à l'emploi des forces nucléaires, d'infrastructures spécifiques et des structures de commandement, de contrôle, de communication et d'informations.

Aujourd'hui, la sécurité du nucléaire indien ne peut pas être considérée comme infaillible tant que ce projet vital ne sera pas mis réellement en œuvre. Cependant, les clés de l'emploi des forces nucléaires indiennes sont exclusivement réservées au plus haut niveau du pouvoir politique du pays.

L'Inde s'est doté de l'arme nucléaire pour faire face, en égal, à la république de Chine populaire dans un rapport de force du «fort au fort». Face au Pakistan, la volonté réelle de l'Inde est d'employer ses forces conventionnelles contre la menace pakistanaise. L'utilisation de l'arme nucléaire indienne est liée uniquement à l'utilisation en premier de l'arme nucléaire pakistanaise.

#### **2.2.2. Une relation du «faible au fort» sous contrôle des militaires pakistanais.**

La doctrine nucléaire du Pakistan ne dispose pas de telles élaborations. Le commandement et le contrôle des armes nucléaires pakistanaises restent aux mains des militaires. Cette situation augmente considérablement le risque d'utilisation des armes nucléaires en cas de situation militaire défavorable du côté pakistanais.

La volonté pakistanaise de se doter de l'arme nucléaire est liée à la capacité indienne de se doter d'une telle arme. Pour les militaires pakistanais, il en va de la survie du pays.

Par ailleurs, compte tenu du nombre limité de têtes nucléaires pakistanaises et du rapport de force très défavorable en ce qui concerne les forces conventionnelles pakistanaises par rapport aux forces indiennes, la relation entre le Pakistan et l'Inde est une relation du «faible au fort».

## **2.3. Les erreurs de perceptions**

### **2.3.1. Des politiques de défense opposées**

La dissuasion nucléaire fait partie intégrante de la politique de sécurité dans l'Asie du sud depuis 1990. Dans ce cadre géopolitique intense, l'Inde a toujours affiché une certaine retenue face aux situations de crise liées à l'existence de sa propre dissuasion. Selon des informations pakistanaises, l'Inde n'aurait pas l'intention d'intensifier une guerre à son paroxysme par crainte de nucléariser le conflit.

La doctrine nucléaire indienne qui prévoit uniquement une riposte en représailles repose sur l'hypothèse selon laquelle le fait de posséder la capacité nucléaire permet de dissuader toute utilisation des armes nucléaires. La politique de défense pakistanaise repose avant tout sur un rapport de force du «faible au fort», d'où l'utilisation en premier de l'arme nucléaire en cas de conflit, même face aux forces uniquement conventionnelles indiennes car, compte tenu du déséquilibre numérique des forces en présence, qu'elles soient conventionnelles ou nucléaires, c'est la survie du Pakistan qui est mise en exergue par les dirigeants pakistanais.

L'interprétation contradictoire du concept de la dissuasion nucléaire rend la situation actuelle en Asie du sud extrêmement dangereuse parce qu'elle implique le risque constant d'un dérapage incontrôlé dans l'emploi du nucléaire. Le fait que certains analystes considèrent le soutien pakistanais aux terroristes du Cachemire lié aux capacités nucléaires indiennes est une source supplémentaire de conflit qui pourrait dégénérer en guerre nucléaire.

Étant donné la différence de perception entre l'Inde et le Pakistan sur le concept de la dissuasion nucléaire, chaque partie pourrait agir conformément à sa propre vision de la crise. Les actions engendrées pourraient alors correspondre à des actes de provocation pour l'une ou l'autre des parties et ainsi provoquer, de façon involontaire, une escalade de la crise vers un niveau nucléaire.

La faiblesse des systèmes C3I, la proximité géographique, la présence de réseaux terroristes au Pakistan sont autant de facteurs qui accentuent les erreurs de perceptions.

### **2.3.2. Faiblesse des systèmes C3I pakistanais**

Les systèmes de commandement, de Contrôle, de communication et d'informations sont des structures vitales pour assurer le suivi, le contrôle et la diffusion des ordres d'engagement lors de l'emploi des forces nucléaires. Conformément au projet de doctrine nucléaire de 1999, l'Inde a la volonté politique de maîtriser cet aspect et ainsi éviter une erreur dans le déclenchement des armes nucléaires. Début 2003, l'Inde a établi le commandement des Forces stratégiques indiennes qui assure la coordination entre les perceptions politiques et militaires. Il n'en est pas de même pour le Pakistan car les infrastructures sont quasiment inexistantes et les relations politico-militaires extrêmement faibles. L'ambiguïté dans la transmission des ordres en l'absence d'un système de

commandement, de contrôle et d'information efficace est un facteur particulièrement aggravant dans l'analyse d'une situation très complexe.

Le risque d'un feu nucléaire pakistanais est donc une réalité. Ce risque est accentué du fait de la proximité géographique entre les deux parties et par le fait de l'engagement nucléaire pakistanais contrôlé uniquement par les militaires.

### 2.3.3. Proximité géographique

Avec un temps de vol de missiles balistiques de trois à cinq minutes entre l'Inde et le Pakistan, la capacité des systèmes de détection semble très limitée pour pouvoir assurer le suivi et la diffusion de l'information en temps très limité vers les responsables. Compte tenu de ces délais extrêmement courts, les chefs politiques ou militaires sont donc susceptibles d'autoriser le feu nucléaire sans pour autant bien analyser la situation.

### 2.3.4. L'emploi du nucléaire au plus bas niveau de responsabilité

Compte tenu de l'absence de système C3I opérationnel, la difficulté d'acheminement de l'information cruciale vers les hautes autorités militaires, les délais extrêmement courts dans le choix d'une décision, les délais d'alerte par conséquent réduits et compte tenu de la doctrine d'emploi pakistanaise, il est facilement envisageable d'imaginer que la décision de l'emploi du nucléaire pakistanais soit laissée au main de militaires au plus bas niveau de responsabilité pour être extrêmement réactif face à la menace indienne et ainsi suppléer la défaillance des systèmes techniques. Cette réactivité est contradictoire à l'analyse nécessaire pour employer l'arme nucléaire et est source d'erreurs.

### 2.3.5. Sécurité de la bombe nucléaire pakistanaise

Après les événements de 11 septembre 2001, l'attention du monde s'est focalisée sur le Pakistan, si crucial pour les opérations militaires en Afghanistan. Beaucoup d'analystes politiques ont exprimé vivement leur inquiétude sur la sécurité de la bombe nucléaire du Pakistan qui pourrait tomber aux mains d'extrémistes. L'inquiétude était tellement forte que le président Musharaff dans une allocution à la nation a mentionné que la sécurité des installations nucléaires était l'une de ses priorités. Le souci de la sécurité nucléaire au Pakistan s'est accru en raison du lien fort entre les forces armées pakistanaises et les groupes terroristes opérant en Afghanistan, au Cachemire et dans d'autres parties du monde. Avec des capacités nucléaires si petites soient-elles et quels que soient les modes d'actions, l'utilisation du nucléaire dans les mains des terroristes, notamment utilisé contre l'Inde, pourrait ainsi alimenter la mèche qui accentuerait le risque d'échange nucléaire entre l'Inde et le Pakistan.

Dès la mise en œuvre des opérations contre le terrorisme, les Etats-Unis ont participé à la sanctuarisation des installations nucléaires pakistanaises.

## **2.4. Rôle des Etats-Unis et d'autres états dans la région**

L'impasse Indo-Pakistanaise demeurera un problème tant que les paradoxes de la région ne seront pas résolus. Il s'agit des problèmes liés au Cachemire, au déséquilibre militaire entre les forces

armées conventionnelles indienne et pakistanaise, à l'équilibre nucléaire et aux erreurs de perceptions...

Les états clés du monde, en particulier les Etats-Unis d'Amérique, partenaires économique et militaire de longue date du Pakistan, n'ont pas su imposé une politique forte pour faire face à la géopolitique incertaine particulière de l'Asie du sud, principalement pour deux raisons géostratégiques.

#### 2.4.1. Pakistan, partenaire stratégique

Pendant la guerre froide et plus particulièrement pendant la présence soviétique en Afghanistan, les Etats unis ont trouvé dans le Pakistan un allié alors que l'Inde est resté un pays non alignée. Les Américains ont donc gardé un profil bas sur la question de la nucléarisation de la région, notamment l'acquisition de la première bombe nucléaire islamique par l'intermédiaire de la Chine, rivale ancestrale de l'Inde...

Après le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan, les Etats unis se sont politiquement retirés des préoccupations géostratégiques de la région jusqu'au 11 septembre 2001. A partir de cette date, le Pakistan a retrouvé une place de partenaire stratégique de premier rang face à la guerre contre terrorisme. Dans les années prochaines, l'importance stratégique du Pakistan va perdurer pour circonscrire la Chine et la Russie dans la région. Ce lien privilégié a également permis l'ouverture du marché militaire américain vers les républiques d'Asie centrale, nouveau cœur stratégique des Etats-Unis dans la région.

#### 2.4.2. Le rôle médiateur américain

Sous la pression du congrès, l'administration américaine a pris très au sérieux le risque de prolifération de matières fissiles dans la région. Lors de la crise de 1990 entre l'Inde et le Pakistan, la menace de l'emploi de l'arme nucléaire par le Pakistan a contraint l'administration du président Clinton a envoyé M. Robert Gates au Pakistan pour évaluer la situation et conseiller le Pakistan contre le non-emploi de l'arme nucléaire.

Les rapports de M. Gates ont mis à jour des considérations relatives aux sanctions appliquées par les Etats-Unis suite à l'amendement Pressler en mars 1984.

En 1998, après l'explosion nucléaire conduit par l'Inde et le Pakistan, l'administration américaine a imposé des sanctions économiques et militaires envers les deux pays dans l'espoir que les deux parties, sous la pression américaine, stoppent leur programme nucléaire. Ces sanctions n'ont pas eu l'effet escompté. Le Pakistan a d'ailleurs accentué ses propres programmes nucléaires d'où un risque non négligeable de prolifération nucléaire à plus ou moins long terme dans la région.

Cependant durant la crise de Kargil en mai 1999, le président américaine M. Clinton est à nouveau intervenu pour circonscrire le conflit et éviter l'emploi du nucléaire pakistanais.

Les Etats-Unis ont également jouer le rôle de médiateur lors de la crise de 2001-02...

Les nombreuses visites de hauts responsables politiques américaines dans la région afin de stabiliser la situation entre l'Inde et le Pakistan, démontrent le souci des Etats-Unis de canaliser tout conflit susceptible de gêner sa propre guerre contre le terrorisme en Afghanistan où le Pakistan reste un acteur principal.

La terreur nucléaire en Asie du sud va subsister. Il est pourtant important que les paradoxes cités supra soient abordés par la communauté internationale, en particulier les Etats-Unis, sous peine de voir un jour prochain l'emploi d'armes nucléaires par inadvertance.

## **CONCLUSION**

Le fait nucléaire entre l'Inde et le Pakistan constitue depuis 1998 un facteur de menace très important pour la région et l'ensemble de la sphère asiatique.

Cependant, c'est un fait, depuis les essais de mai 1998, aucune crise ne s'est transformée en conflit majeur pouvant entraîner l'utilisation des armes nucléaires grâce au rôle médiateur des Etats-Unis. Le nucléaire aurait joué le rôle d'inhibiteur en limitant les crises de basse intensité, voire en les encourageant puisque aucun des deux adversaires ne se sont permis (finalement) de pousser l'autre à franchir le seuil nucléaire. Comme l'a écrit G.SEGAL, « toutes sortes d'événements terribles étaient censées se passer après les essais ; et rien n'arriva », les craintes d'une attaque nucléaire auraient été excessives. Que ce serait-il passé sans l'intervention américaine dans les relations indo-pakistanaïses ?

La stabilisation de la relation indo-pakistanaïses est un enjeu critique, non seulement pour les deux pays mais aussi à l'échelle globale. Les deux pays étant dotés d'une capacité nucléaire et d'arsenaux balistiques capables d'atteindre le territoire adverse en quelques minutes, l'Asie du sud apparaît en effet comme la zone où se trouve testée, en grandeur réelle, la capacité de la puissance nucléaire et balistique à prévenir le dérapage des conflits vers les formes les plus extrêmes.

De plus, les événements liés aux attentats du 11 septembre 2001 et à l'intervention des Etats-Unis en Afghanistan pour lutter contre le terrorisme, soutenu par le Pakistan, peuvent permettre, à terme, un rééquilibrage géostratégique au niveau régional, y compris au Cachemire. Cette nouvelle stabilisation est uniquement envisageable en faisant appel au renforcement du niveau d'engagement des Etats-Unis.

## ANNEXE

*Reuters (21/2/99)*

*Le Pakistan et l'Inde sont convenus dimanche d'oeuvrer à la résolution du conflit du Cachemire et ont annoncé des mesures pour réduire le risque d'une guerre nucléaire dans le sous-continent. Ces accords figurent dans les trois communiqués d'une "Déclaration de Lahore" rendue publique au terme d'une visite de 48 heures au Pakistan du Premier ministre indien, Ali Behari Vajpayee. Celui-ci et son homologue pakistanais, Nawaz Sharif, ont estimé que la résolution de tous les problèmes en suspens, en tête desquels le conflit du Cachemire, était capitale pour la paix et la sécurité régionales. Vajpayee est le premier chef de gouvernement indien à se rendre au Pakistan depuis dix ans. L'Inde, qui affirme que la totalité du Cachemire lui appartient, est en lutte contre la guérilla séparatiste musulmane depuis 1990. New Delhi administre les deux tiers du Cachemire, le reste étant contrôlé par le Pakistan. Vajpayee et Sharif, qui s'étaient déjà rencontrés dans des pays tiers, ont promis d'"intensifier leurs efforts pour résoudre toutes les questions en suspens, dont celle du Jammu-Cachemire". Ils n'ont en revanche annoncé aucun progrès sur ce grave contentieux territorial, à l'origine de deux des trois conflits qui ont opposé les deux pays depuis 1947 (le troisième ayant eu pour enjeu le Bangladesh, ancien Pakistan oriental).*

*Développer les contacts*

*L'Inde et le Pakistan sont d'autre part convenus de proroger leur moratoire sur les essais nucléaires souterrains, sauf "au cas où des événements extraordinaires menaceraient les intérêts suprêmes de l'une ou l'autre partie". Les deux pays s'avertiront aussitôt de tout essai de missile balistique ou d'un éventuel tir accidentel de nature à faire monter subitement la tension. A ce titre, Vajpayee et Sharif se sont mis d'accord pour mettre en place une "ligne rouge" téléphonique. "Les deux parties s'engagent à s'avertir immédiatement en cas d'incident accidentel, non autorisé ou inexplicable qui créerait un risque de retombées avec des conséquences néfastes pour les deux pays, ou de déclenchement d'une guerre nucléaire", lit-on dans la Déclaration de Lahore. Ces entretiens ont débouché sur plusieurs autres engagements, comme celui de lutter contre le "terrorisme" sous toutes ses formes et celui de programmer des contacts entre ministres des Affaires étrangères pour passer en revue toutes les questions d'importance, dont le nucléaire. La décision d'élever le dialogue au niveau des ministres des Affaires étrangères marque un progrès sensible pour les négociations de paix, qui ont repris en octobre dernier mais piétinent, déclarait-on dans les milieux diplomatiques tant pakistanais qu'indiens.*

*Le président Vajpayee a affirmé : "Je l'ai déjà dit et je le redis. Un Pakistan stable, sûr et prospère, est dans l'intérêt de l'Inde".*

*AFP (20 mai)*

*Les ambassadeurs pakistanais et indien à Washington ont affirmé jeudi la volonté de leurs pays respectifs de restreindre le risque de conflit nucléaire tout en plaidant pour le droit à la sécurité. Les deux ambassadeurs ont accepté de participer pour la première fois ensemble à une discussion organisée par un centre d'études, le PEC (Public Education Center) de Washington, à l'occasion du premier anniversaire des essais nucléaires effectués par les deux pays en mai 1998. Riaz Khokhar, ambassadeur du Pakistan, a indiqué que "le maintien d'une dissuasion nucléaire crédible au plus bas niveau possible constitue un élément indispensable de la politique de défense du Pakistan". Il a indiqué que les tests conduits par le Pakistan avaient "restauré un nouvel équilibre stratégique". Concernant la signature du Traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT, selon son acronyme anglais), il a indiqué que le Pakistan "avait l'intention d'y adhérer dans des conditions libres de toute pression". Pour sa part l'ambassadeur d'Inde, Naresh Chandra, tout en s'affirmant "en faveur du désarmement" a indiqué qu'en raison de ses conflits*

frontaliers, l'Inde "a besoin d'une défense". Il a déploré que "les problèmes de sécurité de l'Inde étaient souvent discutés dans un contexte très étroit" et "ne sont pas centrés seulement sur le Pakistan" a-t-il dit. "Notre plus grande préoccupation est de convaincre le Pakistan que nous ne lui voulons pas de mal", a-t-il ajouté. "L'intérêt de l'Inde a relevé l'ambassadeur, est d'avoir un voisin fort et prospère".

Courrier international (03.06.99)

Victime de son obsession irrationnelle pour le Cachemire, le Pakistan a envoyé des "militants" [séparatistes musulmans] de plus en plus nombreux dans la vallée, obligeant l'Inde à mener une action de prévention. New Delhi avait d'autant moins le choix, en l'occurrence, que ces militants comprenaient dans leurs rangs des mercenaires, notamment afghans, à la botte du Pakistan depuis plusieurs années, mais aussi et surtout des soldats de l'armée régulière pakistanaise travestis en maquisards. Si la démarche des stratèges pakistanais est compréhensible (c'est toujours au début de l'été qu'ils déploient leurs militants), le fait que les services de renseignement indiens n'aient pas su plus tôt que des centaines de séparatistes étaient massés à la frontière, prêts à s'infiltrer, est inexplicable. Si les forces hindous avaient été alertées à temps, elles auraient pu intervenir beaucoup plus tôt et il aurait été inutile de faire appel à l'armée de l'air (perte de chasseurs bombardiers provoque une escalade militaire). Kargil et les secteurs alentours sont depuis des années le théâtre d'escarmouches au sol et, si l'on avait pu se contenter, cette fois encore, d'un pilonnage d'artillerie et d'une intervention de l'infanterie, nous n'en serions pas là aujourd'hui. Les mercenaires étant indélogeables, l'armée de terre indienne n'avait pas d'autre choix que d'appeler l'aviation à la rescousse et c'est précisément ce qui a déclenché l'escalade.

Le Monde diplomatique, 4/6/99

Presque rituellement, au printemps, des escarmouches éclatent entre l'Inde et le Pakistan autour du Cachemire. Gesticulation toujours dangereuse mais d'habitude contrôlée. Elle a pris cette année une dimension explosive, avec l'infiltration au-delà de la ligne de contrôle (line of control) d'unités de séparatistes musulmans fortement armés et soutenus par le Pakistan. C'est en effet par centaines que se comptent déjà les morts et blessés depuis que l'Inde a lancé, fin mai 1999, des opérations aéro-terrestres de grande envergure pour déloger ces unités de la zone stratégique surplombant la route principale qui mène au glacier himalayien de Siachen et relie les villes Srinagar et Leh. 20 000 soldats et des dizaines d'avions (chasseurs et bombardiers) sont engagés par l'Inde sur une ligne de front de 120 km. Ils font face à l'artillerie lourde pakistanaise encastrée dans les hauteurs. A l'évidence, le conflit, qui a pris l'allure d'une guerre conventionnelle, comporte d'importants risques d'escalade entre les deux puissances nucléaires déclarées de l'Asie du sud. De chaque côté le gouvernement est contesté et ni l'un ni l'autre ne semblent avoir les moyens ni la volonté de désamorcer la crise. Or, plus le conflit durera, plus grande sera la tentation de faire déborder les opérations hors du Cachemire. Un double calcul semble avoir présidé au choix pakistanais de déclencher cet affrontement à haut risque. Le gouvernement de M. Nawaz Sharif cherchait tout d'abord à instrumentaliser la crise à des fins de politique intérieure. La guerre lui sert ostensiblement d'outil de remobilisation nationale alors que les mécontentements grondent. Le moment semblait propice car l'Inde connaît une crise politique depuis la chute du gouvernement nationaliste hindou (BJP) et prévoit de nouvelles élections législatives en automne. S'ajoute à cela un calcul géopolitique et diplomatique. Le Pakistan a toujours eu pour but d'internationaliser le conflit. Le précédent du Kosovo aurait incité Islamabad à allumer un feu qu'il espère voir déboucher sur une médiation internationale et sur un référendum portant sur l'auto-détermination. Mais ce pari pourrait se révéler désastreux. L'Inde n'a jamais accepté l'idée d'une internationalisation. Et la nouvelle donne stratégique née au Kosovo joue dans les deux sens : pourquoi l'Inde accepterait-elle aujourd'hui une médiation de

l'Organisation des Nations Unies (ONU) alors que cette dernière a été tenue à l'écart dans le conflit des Balkans ? Au contraire, l'Inde, comme d'autres puissances régionales, peut se sentir libre d'agir unilatéralement dès lors que l'ONU perd sa prééminence dans la régulation des conflits internationaux. Sauf retrait pakistanais - plutôt improbable -, on voit mal dans ces conditions comment sera mis un terme aux opérations. Or, l'ombre des armes nucléaires plane sur ce conflit hautement passionnel. Mettra-t-on à l'épreuve l'équilibre de la terreur en Asie du Sud ? Nous n'en sommes pas encore là. Mais c'est bien ce que redoutent les chancelleries occidentales devant ce conflit qui s'emballe de jour en jour

27 mai (AFP)

L'Inde et le Pakistan, frères ennemis qui depuis la partition en 1947 se sont déjà livrés trois guerres, disposent de capacités de défense très inégales, le déséquilibre se faisant au détriment d'Islamabad. L'Inde (environ 980 millions d'habitants), qui a procédé en mai 1998 à cinq essais nucléaires, et a fait état de son intention de s'équiper de missiles à tête nucléaire "dès que la situation l'exigera", a des capacités nettement supérieures à celles de son voisin, dans l'armement nucléaire et conventionnel. Depuis son premier essai en 1974, les spécialistes prètent à New Delhi la capacité à disposer de quelque 30 à 60 bombes de la puissance de celle d'Hiroshima. Au début des années 80, l'Inde a également développé une panoplie de missiles balistiques: le missile Agni (le feu), dont la version récente (Agni II) expérimentée en avril dernier a une portée de 2.000 à 2.500 km, et le missile sol-sol Prithvi (la terre) d'une portée de 250 km. Elle a également testé avec succès le mois dernier un missile sol-air (Trident) de courte portée. Le Pakistan (130 millions d'habitants), qui a procédé à six essais nucléaires en mai 1998 en réponse aux testes indiens, est censé disposer d'une dizaine de charges nucléaires, selon les estimations des services occidentaux de renseignement. Il a cependant toujours nié avoir reçu l'assistance de spécialistes chinois pour mettre au point des missiles susceptibles de transporter des charges nucléaires. A l'instar de New Delhi, Islamabad a annoncé avoir testé avec succès en avril dernier une version améliorée de son missile sol-sol "Ghauri" (Ghauri II) d'une portée de 2.300 km. La première version du Ghauri, d'un rayon d'action de 1.500 km, avait été lancée en avril 1998. Il a également effectué un tir réussi d'un missile sol-sol de moyenne portée (600 km). Selon l'Institut international des études stratégiques (IISS, Londres), 1.175.000 soldats indiens d'active font face à 587.000 soldats pakistanais. L'Inde peut compter en outre sur 528.400 réservistes et le Pakistan sur 513.000. L'armée de terre indienne dispose de 980.000 hommes, trois divisions blindées, 3.414 chars de combat et quelque 4.175 pièces d'artillerie, celle du Pakistan de 520.000 hommes, deux divisions blindées, 2.120 chars de combat et 1.590 pièces d'artillerie. L'armée de l'air indienne (140.000 hommes), qui possède 772 avions de combat et 190 hélicoptères dont 32 armés, est équipée surtout de matériel russe (Sukhoi, Mig-21, 23, 27, 29), mais aussi de matériel français (Mirage 2000 HT/H), britannique (Sea Harrier) ou franco-britannique (Jaguar). Celle du Pakistan (45.000 hommes) a 410 avions de combat (français --des Mirage III non adaptés à l'emport de bombes ou de missiles nucléaires-- et américains --F-16), 34 hélicoptères, mais aucun hélicoptère armé. La marine indienne dispose de 55.000 hommes contre 22.000 pour le Pakistan. Elle compte à son actif un porte-avions (le Pakistan n'en dispose pas), 19 sous-marins contre 9 pour la marine pakistanaise, 25 bâtiments de surface contre 10 pour le Pakistan.

31 mai (AFP)

Le Pakistan, puissance nucléaire déclarée, a affirmé lundi qu'il utiliserait tout son arsenal pour sa défense et a rejeté les accusations indiennes sur des infiltrations de combattants au Cachemire où les combats se poursuivent sans relâche. "Nous n'hésiterons pas à utiliser toutes les armes de notre arsenal pour défendre notre intégrité territoriale", a affirmé le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Shamsad Ahmed, dans une déclaration publiée lundi par des

quotidiens pakistanais. Islamabad veut résoudre les différends "pacifiquement", mais ce désir de paix ne doit pas être considéré comme un "aveu de faiblesse", a ajouté M. Ahmed.

Le Premier ministre indien a déclaré lundi que son pays faisait face à une "situation comparable à la guerre" au Cachemire où elle combat des guérilleros infiltrés, selon lui, par le Pakistan. "C'est une sorte d'invasion, une agression, une tentative de modifier la frontière et de saisir des territoires", a déclaré M. Atal Behari Vajpayee, selon l'agence PTI.

Interview du ministre de la défense indien propos recueillis par François Gautier à New Delhi (29/6/99)

Q. Pensez-vous que le Pakistan bluffe lorsqu'il menace d'utiliser l'arme nucléaire dans le conflit qui vous oppose au Cachemire ?

R. Pas du tout. Et je vais vous expliquer pourquoi. Nous avons préparé nos explosions nucléaires de mai dernier dans le plus grand secret - même les satellites américains n'y ont vu que du feu - et à fortiori les Pakistanais, qui n'étaient au courant de rien. Or, six jours après nos essais, les Pakistanais ont été capables de nous répondre par leurs propres tests. Ce qui veut dire, qu'ils en avaient la capacité. D'ailleurs, bien avant cela, il s'étaient vantés de posséder plusieurs bombes atomiques et nous les avons pris au mot.

Q. Mais de là à les utiliser...

R. Vous savez, ils ont perdu les trois guerres qu'ils ont initiées contre nous et ils ont toujours refusé de signer avec nous un traité de non utilisation en premier d'arme atomique. Ils savent que nous sommes supérieurs conventionnellement - alors, en cas de quatrième conflit, la tentation de d'appuyer sur le bouton nucléaire pourrait facilement leur venir... Mais je vous le dis : s'ils sont les premiers à utiliser l'arme nucléaire ce serait une TOTALE folie de leur part et il n'y aura plus de Pakistan.

FRANCOIS GAUTIER (envoyé à sources d'Asie le 24/6/99)

On se prépare de plus en plus en Inde à une éventuelle guerre avec le Pakistan au sujet du Cachemire. Les journaux ne parlent que de cela : "nous pouvons quand nous le voulons pénétrer au Cachemire pakistanais" titrait hier le quotidien 'Hindu'. Tous les généraux à la retraite de l'armée indienne y vont de leurs conseils : "une frappe nucléaire préventive n'est pas exclue", déclarait avant hier le Général Sharma, ancien Chef d'Etat Major de l'armée.

Mais en dehors de cette guerre très limitée, car elle se passe à des milliers de kilomètres de Madras, par exemple, la capitale du Sud, on se fait surtout la guerre des mots. Lors du dernier sommet G-8, les deux frères ennemis ont rivalisé d'effort pour démontrer qu'ils avaient reçu l'approbation des Grands Sages Blancs : "l'Occident nous a donné raison, car il a demandé aux militants de se retirer au delà de la Ligne de Contrôle pakistanaise", a claironné l'Inde; ""nous avons gagné, car le G-8 a exigé que l'Inde négocie avec nous", a rétorqué le Pakistan ! Et pourtant il semble bien que l'Inde soit en train de gagner cette guerre de l'Information. En effet, New Delhi, qui n'a cessé d'affirmer depuis le début des hostilités que la majorité des séparatistes étaient des soldats pakistanais et des moudjahidin afghans... semblerait avoir raison. Ceci a été confirmé par de nombreux services secrets étrangers - dont celui des Américains - et c'est pourquoi le Président Clinton, lors d'une conversation téléphonique avec le Premier Ministre pakistanais, Nawaz Sharif, lui a spécifiquement demandé d'ordonner le retrait des 'infiltrés' au Cachemire indien. Du coup, New Delhi joue à fond la carte de l'intégrisme musulman en Asie du Sud et la lutte contre une "extension du syndrome afghan".. "Le Pakistan sponsorise le terrorisme international", accuse le Gouverneur du cachemire (voir interview); et Le ministre indien de l'Intérieur L.K. Advani a qualifié le Pakistan "d'Etat malfaisant et irresponsable", affirmant ne pouvoir exclure une quatrième guerre indo-pakistanaise.

Ce qui inquiète de surcroît les Américains, c'est que le Pakistan serait au bord de la faillite et ne disposerait plus que d'un mois de réserves de devises. Le chef du Commandement central américain, le général Anthony Zinni, et un haut responsable du département d'Etat, Gibson Lanpher étaient hier à Islamabad pour rencontrer les dirigeants pakistanais (et se rendront aujourd'hui en Inde). On ne doute pas que des prêts du F.M.I. et une aide du Fonds Monétaire International serviront de carotte pour tenter de faire entendre raison aux Pakistanais. Mais Islamabad écouterait-il ? "Durant les 50 ans de son indépendance, tous les hommes politiques du Pakistan ont fait du rattachement du Cachemire leur cheval de bataille et le peuple ne pardonnerait pas à Nawaz Sharif de faire marche arrière", estime un observateur politique. Reste alors la possibilité d'une guerre. Mais un conflit conventionnel avec l'Inde ruinerait rapidement le Pakistan. D'où la tentation d'une guerre nucléaire - le ministre pakistanais des Affaires Etrangères n'a-t-il pas averti "que nous utiliserons TOUTES les armes nécessaires en cas de conflit avec l'Inde"...

AFP (juin 99)

Au 51ème jour de conflit, les efforts diplomatiques pour tenter de mettre fin aux combats semblaient au point mort, les Etats-Unis ayant affirmé avoir eu des discussions productives avec le Pakistan tenu pour responsable de la crise mais fait état d'aucun progrès tangible.

Le Pakistan, sous forte pression internationale pour un retrait de ces combattants infiltrés, dément avoir des forces au Cachemire indien et soutenir les guérilleros. On s'interrogeait à New Delhi sur les raisons du retour précipité de M. Sharif à Islamabad, le journal Times of India affirmant qu'il avait peur d'un coup de force de son armée refusant tout compromis avec l'Inde, mais d'autres journaux estimant que c'était dû aux pressions américaines. Les Etats-Unis, qui exigent un retrait pakistanais du Cachemire indien, ont affirmé qu'une délégation américaine avait eu la semaine dernière des entretiens "productifs" à Islamabad dans ce but.

Bien qu'ayant fait état de contacts avec le Pakistan, l'Inde a maintenu une position de fermeté: pas de "marché en secret" avec Islamabad, pas de médiation d'une tierce partie, pas de dialogue avant un retrait total des forces infiltrées.

Dans une interview au quotidien Le Figaro, le ministre indien accuse le Pakistan d'être "un pays irresponsable" et affirme qu'Islamabad pourrait être tenté d'utiliser l'arme nucléaire dans le c o n f l i t d u C a c h e m i r e .

Depuis une cinquantaine de jours l'Inde et le Pakistan s'affrontent militairement au Cachemire et en dépit des efforts diplomatiques des Etats-Unis, les deux belligérants se montrent inflexibles.

Le chef de l'armée pakistanaise, le général Pervez Moucharraf, a pour sa part déclaré que « l'attitude menaçante des forces armées indiennes a contribué à l'amenuisement des chances de paix et l'Inde est totalement responsable de l'escalade de la situation.

15 juin 99 (AFP)

Les experts estiment qu'il faudra encore du temps à l'armée indienne, peut-être jusqu'à l'hiver qui commence en octobre sur ces contreforts himalayens, pour reprendre l'ensemble des zones capturées qui s'étendent sur 150 km le long de la "ligne de contrôle". Les analystes militaires estiment que l'Inde doit dépenser quatre millions de dollars par jour pour ce conflit. Islamabad dément être responsable, affirmant qu'il s'agit d'une opération de guérilla strictement cachemirienne. Ce conflit a fait monter la tension au plus haut niveau depuis la troisième guerre indo-pakistanaise en 1971. Les deux pays ont dit être prêts s'il le fallait à une quatrième guerre. L'ensemble des forces indiennes ont été mises en état d'alerte à toutes les frontières avec le Pakistan, dans un but "défensif", à la suite d'importants mouvements de troupes côté pakistanais, selon le journal Times of India, information non démentie officiellement. Des responsables pakistanais ont fait état d'un renforcement des troupes indiennes à la frontière et indiqué qu'au moins 300 villages avaient dû être évacués des zones frontalières au sud du cachemire face aux Etats indiens du Pendjab et du

Rajasthan. Côté indien dans le sud du Cachemire, au moins 30.000 personnes ont fui des zones proches de la "ligne de contrôle". Le Pakistan a accusé l'Inde d'"hystérie guerrière" et d'avoir fermé toute porte à un dialogue visant à faire baisser la tension. Un dialogue indo-pakistanaï avait échoué le week-end dernier, chacun réaffirmant des positions totalement opposées. Le président Bill Clinton a téléphoné lundi aux chefs des deux gouvernements pour les exhorter à dialoguer. Selon New Delhi il a cependant fait part au Premier ministre indien Atal Behari Vajpayee de son appréciation pour la "retenue" de New Delhi qui se félicite du soutien de la majeure partie de la communauté internationale.

17 juin (AFP)

Les combats se rapprochent dangereusement de la frontière de facto indo-pakistanaïse, avec tous les risques d'élargissement du conflit que cela comporte, mais New Delhi a affirmé que les militaires avaient pour consigne stricte de ne pas aller frapper côté pakistanaï. Le conflit a fait monter la tension au plus haut niveau depuis la troisième guerre indo-pakistanaïse en 1971. Le chef des forces navales a indiqué au journal Times of India que la marine indienne avait été mise en état d'alerte après un renforcement de son homologue pakistanaïse en mer d'Oman. Les forces terrestres des deux pays sont déjà en état d'alerte avancé tout au long de leur frontière. Le Pakistan a réaffirmé mercredi ne pas être impliqué, en dépit d'un appel de Washington à un retrait de ses forces du Cachemire indien, alors que l'Inde a répété qu'il n'y aurait pas de nouveau dialogue de paix tant que toutes les forces infiltrées n'auraient pas été retirées. On signalait mercredi au Pakistan le départ de nouveaux renforts islamistes pour le Cachemire indien.

24 juin (AFP)

Le Pakistan dément avoir des troupes au Cachemire indien et assure ne pas être responsable de l'infiltration de forces qui sont selon lui des "combattants de la liberté" cachamiris. Mais le ministre indien de la Défense George Fernandes a affirmé que 80% des combattants infiltrés étaient des soldats pakistanaï. "Nous combattons l'armée pakistanaïse, il n'y a pas de doute là-dessus", a-t-il dit dans une interview télévisée. Reconnaisant que l'Inde n'avait pas su prévenir et détecter les infiltrations en territoire indien, M. Fernandes a émis l'espoir que ces forces pourraient être entièrement délogées avant fin septembre, tout en soulignant que cela n'était pas certain. Le chef de l'armée indienne, le général V.P. Malik, a laissé entendre avoir demandé de pouvoir aller frapper au Pakistan, de l'autre côté de la "ligne de contrôle", pour couper les voies d'approvisionnement ennemies et en finir au plus vite. Il a souligné que les consignes politiques de ne pas franchir cette frontière de facto étaient une "contrainte". "Ce dont nous sommes témoins à Kargil n'est pas seulement une trahison (pakistanaïse), mais aussi une extension du syndrome afghan", a déclaré le ministre indien des Affaires extérieures, Jaswant Singh. "Nous sommes tout à fait conscients du véritable défi lancé à Kargil", non seulement à l'Inde mais aussi au reste du monde, a-t-il dit au Times of India.

Le ministre indien de l'Intérieur L.K. Advani a qualifié mercredi le Pakistan d'"Etat malfaisant et irresponsable", affirmant ne pouvoir exclure une quatrième guerre indo-pakistanaïse. Le Pakistan, dont les forces armées comme celles de l'Inde sont en état d'alerte, a indiqué avoir déployé des armes anti-aériennes pour protéger des installations sensibles à Karachi et à l'aéroport de Lahore. Un haut responsable militaire américain, le général Anthony Zinni, avait jeudi à Islamabad des discussions sur le conflit en cours. Les Etats-Unis ont appelé le Pakistan à retirer ses forces du Cachemire indien.

THE KASHMIR TIMES (courrier international, 03.01.02)

Il est tragique de constater que tant l'Inde que le Pakistan sont poussés vers un conflit sanglant qui ne peut que se révéler désastreux pour les populations des deux pays. La conséquence de toute guerre de cet ordre, totale ou limitée, est facile à imaginer. Apparemment, les élites au pouvoir

dans les deux Etats n'ont tiré aucune leçon du passé. Au réchauffement des relations, l'an dernier, qui a culminé avec le Sommet d'Agra [entre les chefs de l'exécutif des deux pays qui a amorcé la reprise du dialogue en juillet dernier], se sont substitués bellicisme et bruits de bottes. Les développements de ces dernières semaines sont suffisamment effrayants pour que les dirigeants et les peuples du sous-continent se décident à réfléchir, à s'interroger et à prendre des mesures pour inverser le processus. Une fois la confrontation déclenchée, il sera impossible d'y mettre fin. Dans leur folle course à l'armement, les deux pays se sont "nucléarisés", si bien que toute escalade pourrait déboucher sur une apocalypse. Les responsables des deux Etats savent qu'aucun d'entre eux ne sortira vainqueur incontesté d'une guerre future. Dans les affrontements du passé, aucun des deux camps ne l'a véritablement emporté, même si chacun a pu estimer avoir satisfait son ego absurde. L'Inde s'inquiète à juste titre de la menace croissante représentée par le terrorisme. Le choc et la colère suscités par l'attaque suicide contre le Parlement fédéral [faisant 14 morts le 13 décembre et attribué aux islamistes basés en territoire pakistanais] étaient eux aussi parfaitement légitimes. Tout comme New Delhi avait absolument le droit d'exiger d'Islamabad une action musclée contre les groupes terroristes [islamistes], lesquels auraient reçu la bénédiction de l'establishment pakistanais, et tout particulièrement de la tristement célèbre ISI [les services secrets]. L'attentat était donc tout à fait condamnable, mais ne peut en aucun cas être considéré comme un acte de guerre de la part du Pakistan. L'objectif évident des terroristes était de pousser l'Inde à réagir d'une façon qui ne pourrait qu'entraîner une escalade avec son voisin, pris au piège de ce jeu de roulette russe. Si Islamabad s'est effectivement montré incapable de museler les activités des terroristes, New Delhi a pour sa part agi hâtivement, en proie à la panique, en rappelant son représentant officiel et, ce qui était encore moins sage, en coupant les liaisons routières et ferroviaires entre les deux pays. [Le gouvernement indien a par la suite interdit aux avions des compagnies pakistanaises de survoler le territoire indien.] Le déploiement massif de troupes pakistanaises tout le long de la frontière, aussitôt imité par l'Inde, a débouché sur une dangereuse situation qui pourrait dégénérer en affrontement ouvert. Les insultes ont cédé la place aux bruits de bottes et à de violents échanges de tirs le long de la ligne de contrôle [LOC, datant de 1949] au Jammu-et-Cachemire. Le climat de peur engendré par le pilonnage aux frontières offre un prétexte aux bellicistes des deux pays pour pousser leurs dirigeants à s'engager dans un grave conflit. De part et d'autre, on huile les rouages d'une machine de guerre prête à plonger la région dans une nouvelle et sanglante confrontation.

Le président Pervez Musharraf doit intervenir et faire cesser les activités terroristes dans son pays. Mais le Premier ministre Atal Behari Vajpayee devrait lui aussi comprendre dans quelle impasse se trouve le dirigeant pakistanais, confronté au grave danger que représentent les fondamentalistes musulmans sur son propre territoire, surtout depuis qu'il a sagement emboîté le pas à la lutte contre les talibans. Il s'est en outre efforcé de régler le problème des islamistes du Pakistan, bien que cela ne suffise pas. L'Inde doit réagir de façon positive aux mesures prises par Musharraf pour se raccommoder avec New Delhi. Au Pakistan, une bataille fait rage entre les modérés et les extrémistes, Musharraf tentant de rogner autant que possible les ailes de l'ISI (service secret) tout en réprimant les islamistes au risque d'encourir leur fureur. Le moindre faux pas de la part de l'Inde ne ferait donc que renforcer la position des extrémistes.

Courrier international (31.0502)

Les efforts diplomatiques pour empêcher le déclenchement d'une guerre entre l'Inde et le Pakistan se multiplient. La décision du président américain de dépêcher sur place son secrétaire à la Défense "réflète l'état d'alarme ressenti au sein de l'administration américaine et de la communauté internationale face au risque croissant d'une confrontation militaire indo-pakistanaise. A l'évidence, la crise dans cette région est montée d'un cran", commente le "New York Times".

D'autant plus que le ton utilisé par le président américain était plus dur qu'à l'habitude, poursuit le quotidien, notamment à l'adresse du président pakistanais. "Alors que jusqu'à maintenant, Bush faisait l'éloge de Musharraf pour ses efforts destinés à arrêter les infiltrations de terroristes au Cachemire indien, c'est, cette fois, sur le ton de la réprimande qu'il a demandé au président pakistanais d'honorer son engagement de faire cesser les attaques terroristes transfrontalières au Cachemire. Une façon inhabituelle de s'adresser à un allié crucial des Etats-Unis dans la guerre contre le terrorisme." Le président américain a d'ailleurs précisé au sujet des membres du réseau d'Al Qaida : "Il ne faudrait pas qu'ils comptent sur le conflit indo-pakistanaï pour aggraver les troubles dans la région. Nous continuons à les traquer."

Mais, pendant que Bush disait "clairement à la fois au Pakistan et à l'Inde que la guerre ne servira pas leurs intérêts", le général Pervez Musharraf déclarait "sa ferme intention de retirer ses troupes de la frontière avec l'Afghanistan pour renforcer ses forces sur la frontière avec l'Inde", relève le "New York Times".

Pour le quotidien pakistanais indépendant "The Nation", la voix de l'Inde et ses accusations sont nettement plus entendues au niveau international que les protestations du Pakistan expliquant qu'il n'était pas impliqué dans les actes terroristes transfrontaliers. "C'est sur le Pakistan que les pressions sont concentrées, alors que l'Inde profite de l'aversion contre le terrorisme qui règne actuellement au niveau international", constate le quotidien. En l'absence d'observateurs impartiaux tout le long de la ligne de contrôle qui sépare les deux pays au Cachemire, et dont le déploiement est d'ailleurs refusé par l'Inde, il est difficile de vérifier la véracité des allégations indiennes, poursuit "The Nation". "La question des infiltrations est de ce fait devenue la pierre d'achoppement pour toute tentative pour faire baisser la tension qui porte en elle les germes d'une confrontation nucléaire."

Courrier international (04.06.02)

Alors que sur le terrain, les troupes indiennes et pakistanaises continuent d'échanger des tirs d'artillerie, l'Inde et le Pakistan ont affirmé, lundi 3 juin, à l'ouverture du sommet d'Almaty, qu'ils ne feraient pas usage de la puissance nucléaire pour régler leur différend sur le Cachemire. "Ce progrès a été réalisé suite à d'intenses pressions exercées par la communauté internationale sur l'Inde et le Pakistan. Les efforts diplomatiques déployés à Almaty sont parvenus à épargner à l'Asie du Sud une catastrophe nucléaire", commente le quotidien pakistanais "The Nation".

AFP (15 mai 2002)

Les Etats-Unis avaient la preuve que les militaires pakistanais préparaient une attaque nucléaire contre l'Inde en 1999, à l'occasion d'une confrontation entre les deux pays sur la région du Cachemire, a affirmé un ancien responsable de la maison Blanche.

Bruce Riedel, ancien conseiller spécial de l'ex-président Bill Clinton, estime possible que ses préparatifs aient été faits à l'insu du Premier ministre d'alors, M. Nawaz Sharif, par le commandant en chef des forces armées de l'époque, aujourd'hui président pakistanais, le général Pervez Musharraf.

Dans une communication préparée pour le Centre d'Etudes avancées sur l'Inde de l'Université de Pennsylvanie, M. Riedel estime que M. Musharraf "était considéré comme un tenant de la ligne dure, quelqu'un qui, certains le craignaient, semblait déterminé à humilier l'Inde une bonne fois pour toutes".

Selon M. Riedel, le gouvernement Clinton s'était réellement inquiété d'une telle perspective en juin 1999, lorsque l'Inde tentait de déloger des soldats pakistanais de Kargil, où ils avaient pris position après avoir franchi la ligne de contrôle qui sépare les deux pays.

Washington craignait que l'Inde ouvre un second front, amenant le Pakistan à en venir aux armes nucléaires, a indiqué l'ancien responsable.

Le 3 juillet, "de plus en plus d'informations arrivaient sur une escalade militaire dans la région, montrant que les Pakistanais préparaient leur arsenal nucléaire pour un éventuel déploiement", indique M. Riedel.

Ces craintes s'étaient accrues quand M. Sharif s'était rendu à Washington pour demander l'aide de M. Clinton. "Il amenait femme et enfants avec lui à Washington, ce qui pouvait indiquer qu'il avait peur de ne pouvoir rentrer chez lui si la rencontre échouait ou si les militaires lui demandaient de s'en aller", affirme M. Riedel.

L'ambassadeur saoudien, le prince Bandar ben Sultan, avait été mis à contribution et avait tenté de persuader le Premier ministre pakistanais de faire retirer ses troupes de Kargil, lors d'une conversation en voiture entre l'aéroport de Dulles et Washington. Cette conversation avait montré que le Premier ministre n'avait pas la situation en main.

Quand M. Clinton lui avait demandé où en était la menace de guerre nucléaire, "Sharif avait semblé déconcerté", démentant avoir donné des ordres pour qu'on prépare des missiles à têtes nucléaires, selon l'ancien responsable américain.

## **BIBLIOGRAPHIE ET SITE INTERNET**

### Revue

revue de défense nationale, 2000-2, p117-133  
revue de défense nationale- aout-sept 2001  
revue de défense nationale- mai 2002  
Politique étrangère, 2002-2, page 271-333  
Revue internationale et stratégique, 1999, n°36, p55-64  
Revue internationale et stratégique, 2000, n°37, p41-49  
Bulletin de documentation du CESA n°556-2/2002  
Géopolitique n° 79, p38- 40 et 62- 66  
The International Institute for strategic studies

### Livre

Pakistan's Nuclear Status : Confusion or Strategy par Harold Hough

### Articles

South India dangers and US foreign Policy par Mr Mohammad Ayoob  
The Kargil Committee report par Mr K Subrahmanyam  
India and Pakistan at the Edge par Andrew C. winner and Toshi Yoshihara  
Inde-Pakistan : le jeu du balancier nucléaire par A. Dumoulin

### Site Internet

News and Analysis : Asia  
Courier international  
Senat  
Asiep.free